

M. Lang: Monsieur l'Orateur, nous avons étudié minutieusement la question de l'admissibilité avant d'adopter la procédure électorale et nous l'avons, en fait, fait étudier par M. George Turner. Nous avons décidé de ne pas essayer pour le moment de limiter le choix des candidats ni les dépenses de campagne, aspects difficiles à contrôler. Bien sûr, le député ou n'importe qui sont parfaitement libres de participer aussi à la campagne pour faire comprendre leur point aux agriculteurs de leur district.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au leader du gouvernement à la Chambre de nous faire part de ses intéressants et précieux projets législatifs pour cette semaine et la semaine prochaine, vu que notre parti a amené le gouvernement à obtenir un règlement de la grève et que celui-ci n'aura donc pas à légiférer la semaine prochaine?

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: Qu'allons-nous faire la semaine prochaine?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je suis ravi que, comme le souhaitait le gouvernement, le Parlement n'ait pas été obligé d'adopter une mesure législative étant donné que mon collègue le président du Conseil du Trésor a réglé le problème. Pour ce qui est des travaux de la Chambre, aujourd'hui est évidemment un jour prévu. Demain, le gouvernement a l'intention d'aborder un certain nombre de questions qui en sont au stade du rapport ou de la troisième lecture, et dont je vais donner la liste.

Il s'agit du bill C-13, tendant à modifier la loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien, du bill C-48, tendant à modifier la loi sur les chemins de fer, et du bill C-33, concernant l'exportation du Canada de biens culturels; on a aussi discuté de quelques autres questions, en particulier du bill C-25, concernant l'environnement et les contaminants. La Chambre en a déjà été saisie maintes fois, et des députés de l'opposition ont fait savoir qu'ils aimeraient voir approuver ce bill pour pouvoir mettre immédiatement en application certaines des dispositions qu'il prévoit. Il y a ensuite l'étude à l'étape du rapport du bill C-19, avec une proposition d'amendement sur laquelle il faudrait se prononcer.

Au cours des trois jours qui nous restent, du moins je l'espère, en fonction des progrès de nos délibérations sur ces mesures législatives, je pourrais ajouter à la liste la reprise du débat sur la deuxième lecture du bill C-8. Nous espérons recevoir un rapport sur la mesure sur l'habitation, et compte tenu de l'urgence de la mise en application de ce projet de loi, nous aimerions l'adopter en troisième lecture à condition que le rapport nous ait été présenté. Je crois comprendre que le sénat pourrait aussi recommander certains amendements au bill C-29, et il se pourrait que nous nous prononcions sur ce bill de façon à permettre au gouverneur général de lui donner la sanction royale.

Voilà la liste des mesures que nous voudrions soumettre à la Chambre. Il faudra peut-être modifier quelque peu l'ordre des travaux au cours des derniers jours, mais j'espère que cet exposé servira de guide général. Lundi, je compte aussi demander l'approbation du rapport du comité de la procédure et de l'organisation.

L'inflation

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, à propos des travaux de la Chambre d'ici à mercredi prochain, le leader du gouvernement à la Chambre pourrait-il nous dire quel jour le ministre des Affaires des anciens combattants fera sa déclaration sur le logement des anciens combattants et, si cette déclaration doit donner lieu à un projet de loi, quand en serons-nous saisis?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je consulterai mon collègue à ce sujet.

[Français]

M. Fortin: Monsieur le président, je désire poser une question au président du Conseil privé en ce qui a trait aux travaux de la Chambre.

Le ministre de l'Environnement a déclaré tantôt qu'elle attendait l'adoption par la Chambre du bill C-25, relatif aux contaminants de l'environnement. Nous sommes d'accord quant à nous pour qu'on l'étudie en priorité. Cependant, c'est le gouvernement qui décide, et non pas l'opposition, de l'ordre des travaux. Est-ce que le président du Conseil privé, afin de clarifier cette question, serait d'accord pour proposer une entente afin que le bill C-25 soit étudié en priorité dès demain, pour que le Parlement règle cette question et adopte le projet de loi en vue de protéger les ouvriers des Cantons de l'Est qui souffrent présentement d'amiantose?

[Traduction]

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa suggestion. Je crois que tous veulent que ce bill soit adopté, et j'espère qu'il pourra au moins être lu pour la deuxième fois avant l'ajournement de Pâques.

M. Marshall: Monsieur l'Orateur, comme cet été les services de cadets du Canada devront encore refuser salaire et indemnités aux jeunes filles, et comme le bill C-16 pourrait redresser cette situation très facilement, je me demande si le ministre pourrait nous dire quand ce bill reviendra à la Chambre et s'il peut être étudié d'urgence, ou au moins en priorité?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, ce n'est pas parce que c'est l'Année internationale de la femme que nous ne hâtons pas l'adoption de ce bill en particulier, mais parce que nous avons jugé qu'il était d'une importance telle que nous devrions avoir tout le temps voulu pour en discuter. J'ai l'intention, après Pâques, de donner à tous les députés de la Chambre l'occasion d'exprimer leurs opinions.

● (1510)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
L'INCURIE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE
CONTRE L'INFLATION

M. René Matte (Champlain) propose:

Que cette Chambre déplore l'inaction du gouvernement dans la lutte contre l'inflation en se cachant sous le fallacieux prétexte qu'il s'agit d'un problème international (mondial) et que cette Chambre blâme le gouvernement d'ignorer les propositions concrètes du Crédit Social, lesquelles propositions offrent la solution à l'inflation et à la hausse